



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFET DE LA MANCHE

**DIRECTION
DEPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET DE LA
MER DE LA MANCHE**

**GCA IMMOBILIER SAINT LO
5 rue de la baie d'Hudson
49300 CHOLET**

Service Environnement

**Unité Protection de la
Ressource et
Aménagement**

SAINT-LO, le 11 avril 2024

Dossier suivi par : Natanaëlle PELLEN
Mèl : natanaelle.pellen@manche.gouv.fr
Tél. : 02 33 77 52 81
Fax : 02 33 06 39 09

Réf. : 0100036936 – Version dématérialisée

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement : restructuration d'un centre automobile - commune de Saint-Lô

Accord sur dossier de déclaration

Monsieur le gérant,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

Restructuration d'un centre automobile – Commune de Saint-Lô

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 15 mars 2024, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. **Pour mémoire, le bassin projeté est un bassin d'infiltration : il possède un trop-plein. Il conviendra de contacter Saint Lô Agglo pour le raccordement de ce trop-plein au réseau public.**

Pour votre information, l'ensemble des haies ou alignement d'arbres, quelles que soient leurs caractéristiques constituent un habitat pour de nombreuses espèces protégées (plantes, oiseaux, mammifères...). En cas d'arrachage de haies en place, je vous conseille de contacter le point info haie : info.haies@manche.gouv.fr.

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Les copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de SAINT-LO pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la MANCHE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. En cas de recours par les tiers, la décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le gérant, l'expression de mes salutations distinguées.

L'adjoint au chef du service
environnement,



Laurent VATTIER

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée. Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)